

LE JOUR, 1948
17 AOÛT 1948

PRINCIPES D'UNE POLITIQUE ECONOMIQUE

On ne le dira jamais trop : ce pays a besoin d'avoir ses portes ouvertes sur le monde. Pour vivre, il a besoin de respirer largement. Si on le contrait trop, on le blesse. Il perd son équilibre si on y persécute la liberté.

Les doctrines contraires procèdent d'intentions obscures ou de la méconnaissance des faits. Laisse à son intelligence, le Liban se tire d'affaire ; contrarié dans son activité innombrable, par les restrictions artificielles dont l'Europe meurt, il tombe sous le pouvoir des ennemis des lois et il voit son indépendance menacée.

A la dernière assemblée générale de la Banque d'Emission, il a été dit que le Liban avait durant 1947, trouvé finalement les devises qu'il lui fallait pour l'exercice ! La Banque laisse entendre qu'il les a trouvées par des moyens savants et parfois acrobatiques ; mais il les a trouvées. Il en est ainsi depuis toujours. Il en sera ainsi tant que des contraintes abusives, empruntées aux procédures de la technique économique et financière de l'Occident, ne prévaudront pas.

Car, la paralysie économique et financière de l'Europe, on trouve à son origine l'abus que l'Etat fait du crédit et de l'emprunt et le désordre immense des dévaluations successives cette suite de faillites y a ébranlé l'ordre social depuis sa base.

C'est par sa législation inhumaine que l'Europe a perdu sa substance ; ce sont ses lois, devenues inintelligibles et insupportables, qui l'ont menée au bord de l'abîme. Quand on prétend contrôler l'activité économique et qu'on la contrôle de travers, c'est pire que de ne pas la contrôler du tout. Cette remarque vaut pour le Liban de façon décisive. Si ceux qui n'obéissent pas aux lois de l'économie dirigée sont plus nombreux que ceux qui y obéissent, c'est un monopole de fait institué au profit des éléments les moins disciplinés de la nation. Si, d'autre part, de crainte de manquer de devises, par exemple, on empêche les gens de travailler, c'est la source des devises qui tarit.

Un pays comme le nôtre qui rend surtout des services, il faut de toute évidence que la liberté le gouverne ; dans la mesure la plus large, il s'entend. Les vues de nos voisins sont parfois différentes des nôtres parce que leur situation diffère de la nôtre. Ce ne sont pas des services qu'ils rendent ; c'est avant tout une production agricole et industrielle qu'ils visent. Nous autres, il nous faut des portes et des fenêtres là où il ne leur en faut pas. Tout l'art, en ce qui nous touche, est de ne pas buter contre le mur.

Les solutions les moins arbitraires, les moins compliquées, celles qui nous éviteront le plus, l'intervention du douanier et celle du gendarme, seront, toujours, pour nous, les meilleures.